



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN D'EMPLOI DE MENTON



### SOMMAIRE

- p. 2 Une stabilité démographique grâce aux mouvements migratoires
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel progresse toujours
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Deux tiers des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 6 Une hausse du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Le taux de chômage poursuit sa tendance à la baisse et la demande d'emploi s'améliore depuis trois ans
- p. 9 La demande d'emploi diminue sur l'ensemble des tranches d'âge - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée baisse pour la première fois depuis 10 ans
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Plus de 5 130 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 660 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 53% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les POEC permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

**Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.**

Le bassin d'emploi de Menton, au sens de Pôle emploi, couvre le périmètre de l'agence de Menton.

#### Les chiffres clés du territoire :

- **83 140** habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- **9 330** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **11 300** salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- **2 440** offres enregistrées dans l'agence Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- **7,2%** de taux de chômage pour la zone d'emploi de Menton Vallée de la Roya au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.
- **6 810** demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 53% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **6 050** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 30 juin 2019, dont 13% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et 7% de bénéficiaires d'obligation d'emploi.



Thierry Lançon  
Service Statistiques, Études et Évaluations

### Une stabilité démographique grâce aux mouvements migratoires

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 83 100 (troisième le moins peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 124 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression plus faible que celui de la période 2006 - 2011 avec +0,1% en moyenne par an (+0,4% en région). Cet accroissement est dû essentiellement au solde migratoire, le solde naturel (écart entre les naissances et les décès) étant négatif : trois fois plus de décès que de naissances.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 25% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est plus faible dans ce territoire par rapport à celui de la région (10%). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (37%). Le taux de retraités est identique à celui de la région (7%).

Tableau 2

#### Population active au 1<sup>er</sup> janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Menton	région	bassin de Menton
15-24 ans	218 900	<b>3 150</b>	10%	<b>8%</b>
25-54 ans	1 640 000	<b>29 240</b>	74%	<b>76%</b>
55-64 ans	348 600	<b>6 190</b>	16%	<b>16%</b>
Ensemble	2 207 500	<b>38 580</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Les actifs du bassin sont composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires .

Le bassin compte plus d'employés et d'ouvriers que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : +0,8 pt pour les cadres et -0,7pt pour les ouvriers.

Tableau 1

#### Recensement de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2016

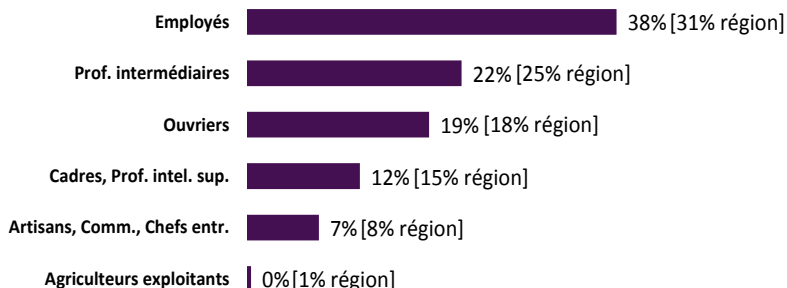
	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Menton	région	bassin de Menton
Hommes	2 403 300	<b>39 250</b>	48%	<b>47%</b>
Femmes	2 618 600	<b>43 890</b>	52%	<b>53%</b>
0-14 ans	848 700	<b>12 990</b>	17%	<b>16%</b>
15-24 ans	554 800	<b>7 640</b>	11%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 867 200	<b>32 050</b>	37%	<b>39%</b>
55-64 ans	641 500	<b>10 570</b>	13%	<b>13%</b>
65 ans et +	1 109 700	<b>19 890</b>	22%	<b>24%</b>
Ensemble	5 021 900	<b>83 140</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2016 approche des 38 600, soit 77% des 15-64 ans (72% en région) [cf. [Tableau 2](#)]. Les actifs de 25 à 54 ans ont une part supérieure dans le bassin par rapport à la région. Toutefois, les 55-64 ans ont un taux d'activité dans le bassin supérieur à celui de la région (59% vs 54%).

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

### EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

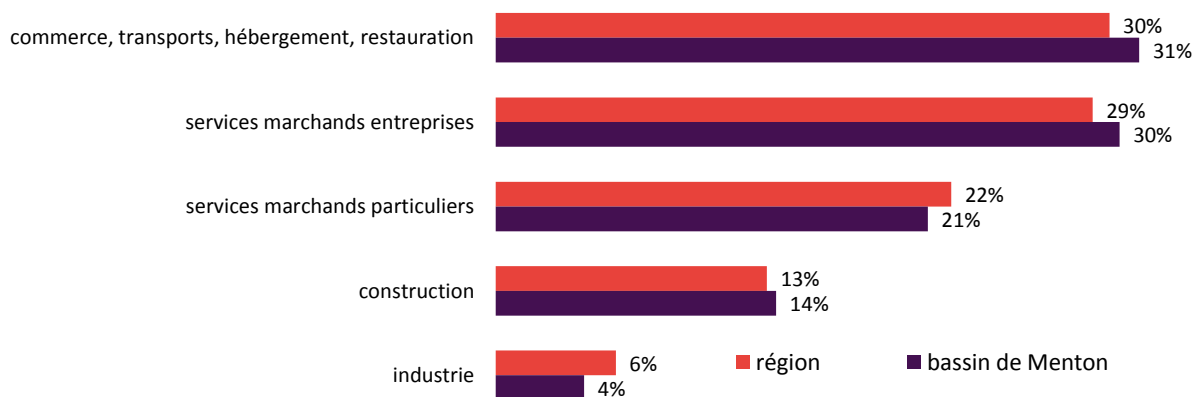


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 9 330 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est moins orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (91% contre 77%). Le tissu productif local comporte autant d'établissements du secteur des services que la région avec une part de 51% et 97% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est légèrement inférieur à celui de la région (11% vs 12%).

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



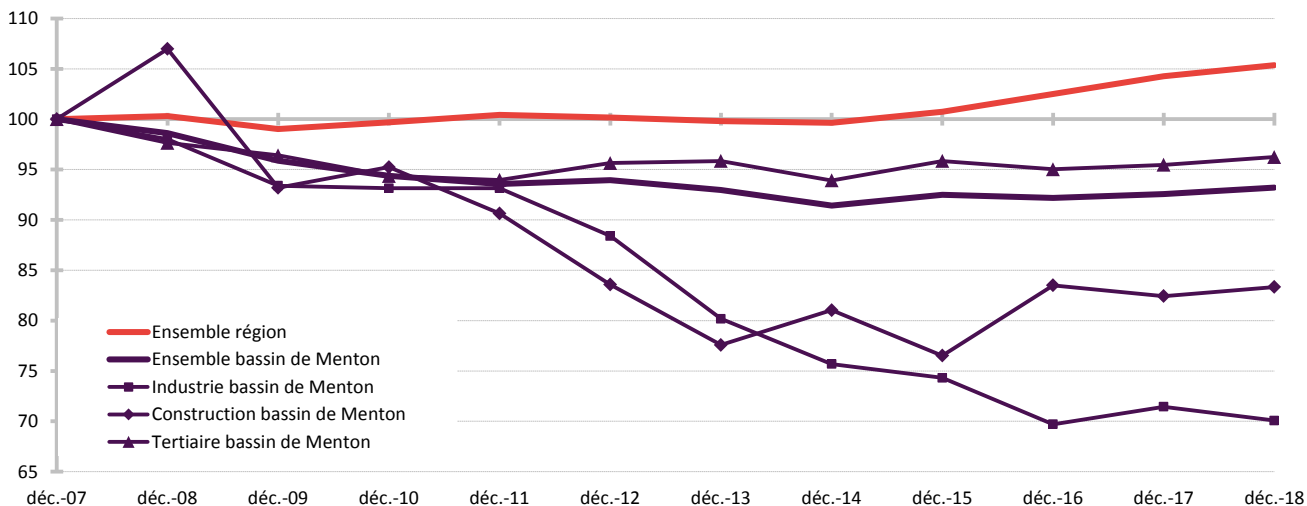
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (67%) est relativement plus haut que celui de la région (61%). Le nombre de salariés du secteur privé progresse lentement depuis 2014 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par l'évolution du secteur tertiaire. Le niveau d'emploi augmente de +1% entre 2017 et 2018. À fin 2018, 2 620 établissements du secteur privé y emploient 11 300 salariés, ce qui représente 1% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

### Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)

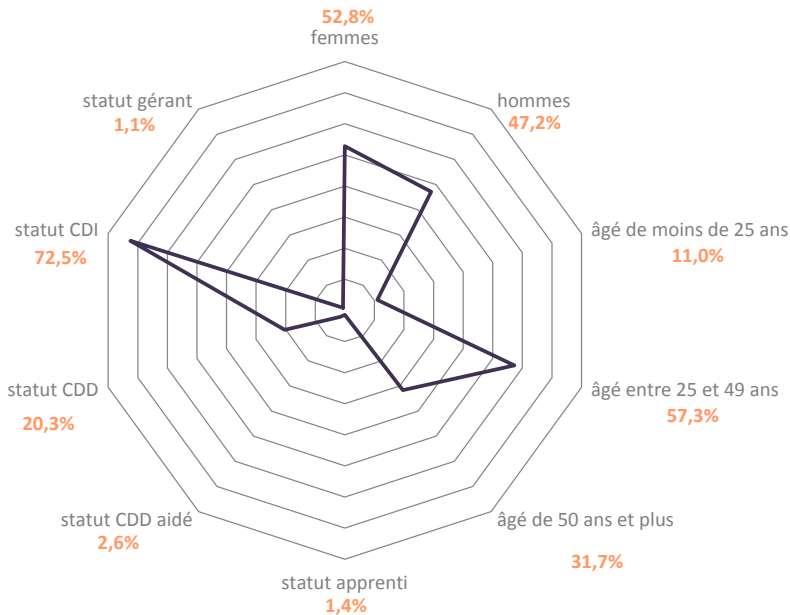


Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

## Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : DADS 2016

À fin 2016, 13 190 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 57% des cas et en CDI dans 73% des cas.

33% des femmes travaillent à temps partiel, contre 15% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (7% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	4%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	3%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	6%	10%
Quotité de travail de 75% et plus	10%	2%	6%
Temps plein	67%	85%	75%

Source : DADS 2016

Tableau 4

### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	2 250	17%
Restauration traditionnelle	820	6%
Hôtels et hébergement similaire	750	6%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	380	3%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	330	3%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	300	2%
Supermarchés	300	2%
Restauration de type rapide	280	2%
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	260	2%
Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	250	2%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	13 190	100%

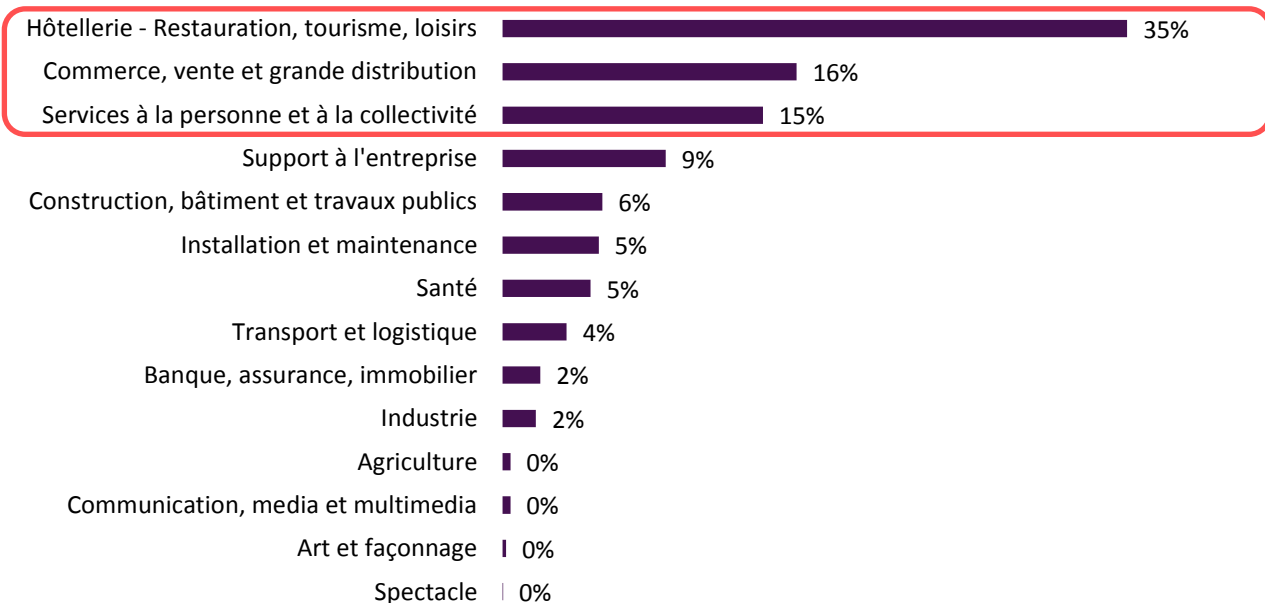
Source : DADS 2016

## Deux tiers des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2018 à juin 2019, 2 440 offres d'emploi ont été déposées dans l'agence Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 35%. Le commerce suit avec 16% devant les métiers des services à la personne et à la collectivité (15%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume
1 <sup>er</sup>	G1602 Personnel de cuisine	220
2 <sup>e</sup>	G1803 Service en restauration	190
3 <sup>e</sup>	K1302 Assistance auprès d'adultes	90
4 <sup>e</sup>	G1501 Personnel d'étage	90
5 <sup>e</sup>	G1605 Plonge en restauration	90

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

NB : Le nombre d'offres déposées à Pôle emploi pour ces 5 métiers représente 28% de l'ensemble.

## EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2019](#)



### Une hausse du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte favorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois augmente de +4,2% sur un an et s'établit à 25 050 unités [cf. Tableau 6], avec une progression des contrats de six mois et plus de +2%. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (2 190 soit 9% des DPAE), le secteur de l'hébergement et restauration (10 960 soit 44% des DPAE et 48% des DPAE hors intérim) est celui qui a le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, il utilise majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

#### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

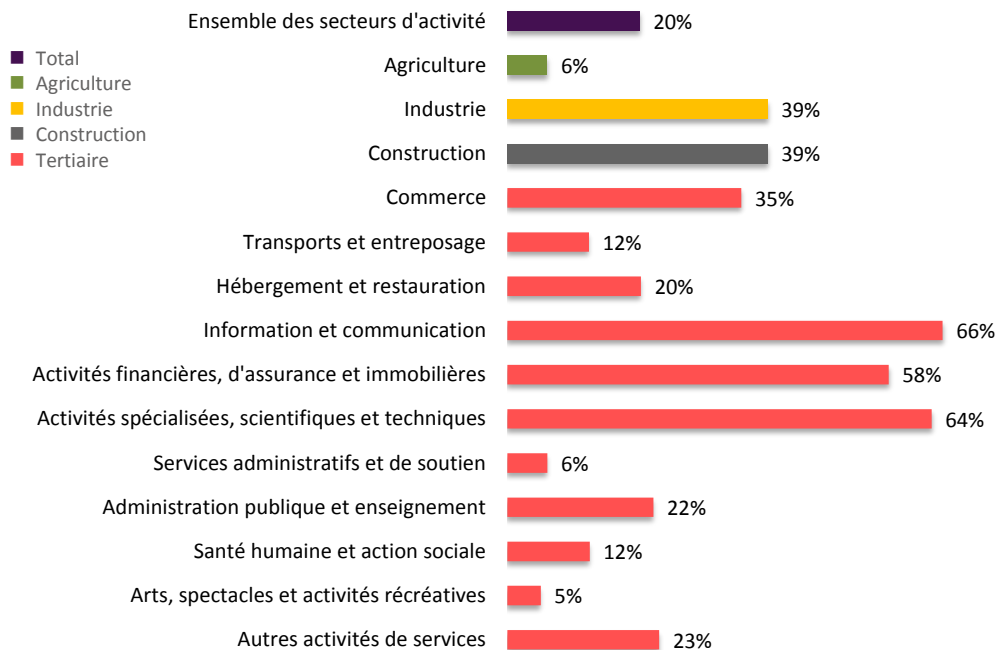
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	13 000	52%	-1,6%
Missions intérimaires	2 180	9%	+55,1%
Contrats de six mois et plus	5 010	20%	+2,1%
- Autres -	4 860	19%	
<b>Ensemble</b>	<b>25 050</b>	<b>100%</b>	<b>+4,2%</b>

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalable à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 20% des DPAE. Les entreprises du secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et celles du secteur des activités financières, d'assurance et immobilières (chacun 2% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 64% et 58%. Le secteur du commerce (10% des DPAE hors intérim) a recours dans plus d'un cas sur trois à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

#### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalable à l'embauche

### EN SAVOIR PLUS

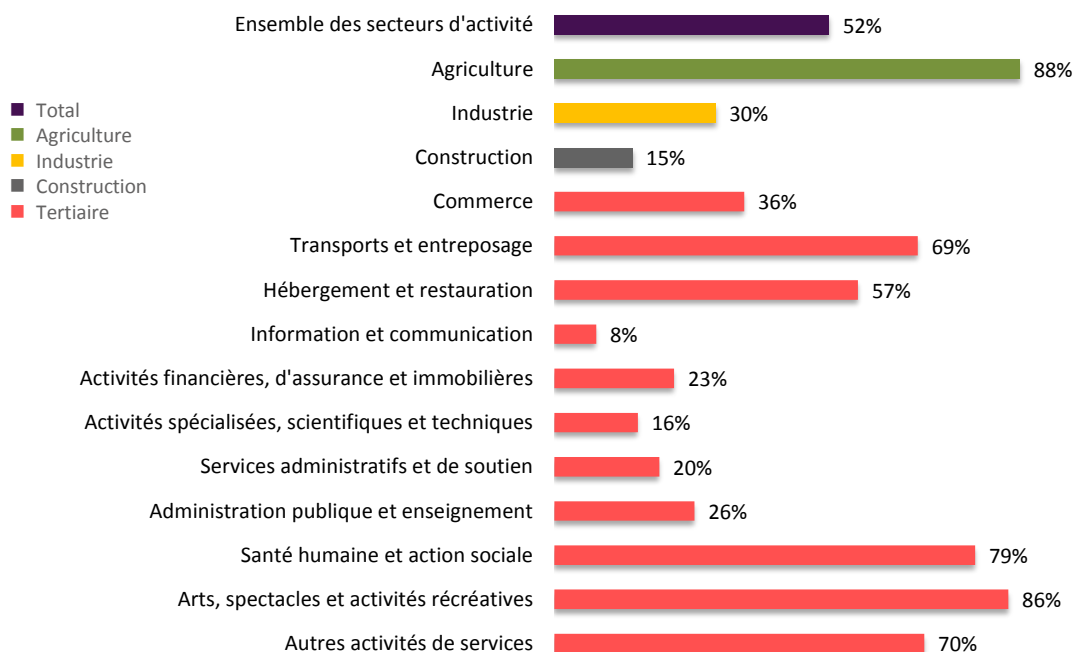
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Plus d'une DPAE sur deux concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment l'agriculture (88%) et les arts, spectacles et activités récréatives (86%).

### Graphique 7

**Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)**



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

## Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 progressent cette année (+3%) et représentent 25 440 embauches potentielles dans le bassin CREDOC de Nice, correspondant à 10% des estimations de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (261 540). C'est le troisième bassin en termes de propositions de recrutement derrière les grandes métropoles de Marseille et Toulon.

Les projets saisonniers dans le bassin Niçois ont une part de 42% (44% en région) et sont au nombre de 10 670. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié au tourisme au sein de ce territoire. En 2019, 11 980 intentions d'embauche sont considérées difficiles par les employeurs soit près d'un projets sur deux (45% pour la région).

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

### EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

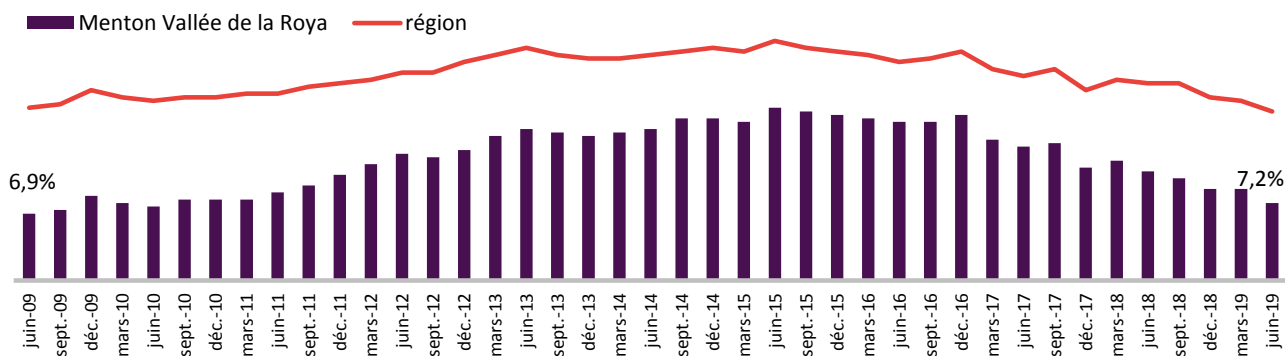


### Le taux de chômage poursuit sa tendance à la baisse et la demande d'emploi s'améliore depuis trois ans

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Menton Vallée de la Roya a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 7,2%, un taux toujours nettement inférieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de 2,4 pts en moyenne.

Graphique 8

#### Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi

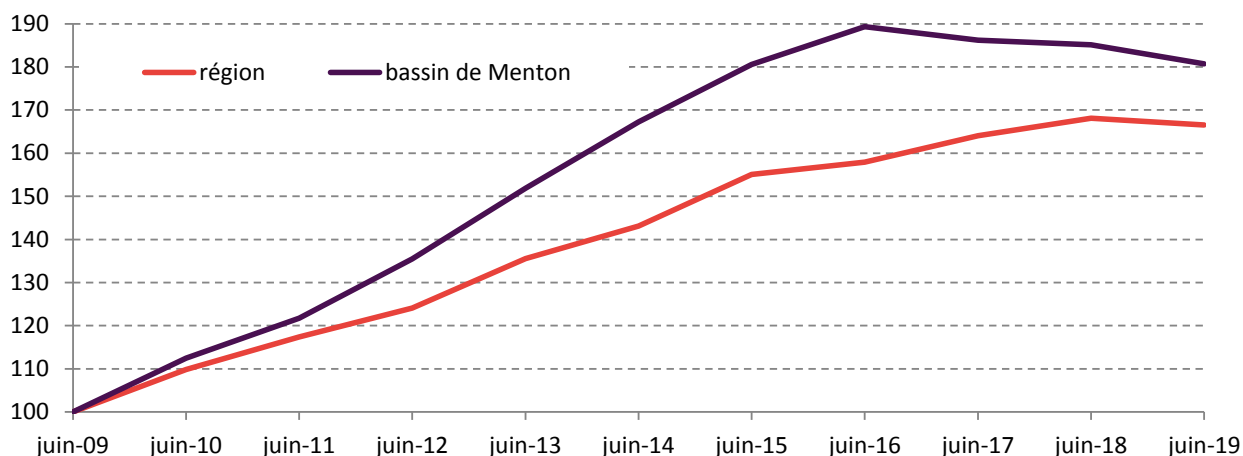


Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) augmentait depuis sept ans. Cette hausse est interrompue depuis trois années ; le nombre de personnes inscrites dans l'agence Pôle emploi du bassin diminue sur un an (-2,4% entre juin 2018 et juin 2019) [cf. Graphique 9]. Les sorties de la liste sont supérieures aux entrées de la liste au cours des douze derniers mois. 6 050 personnes sont DEFM cat. ABC à fin juin 2019.

Graphique 9

#### Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

#### EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



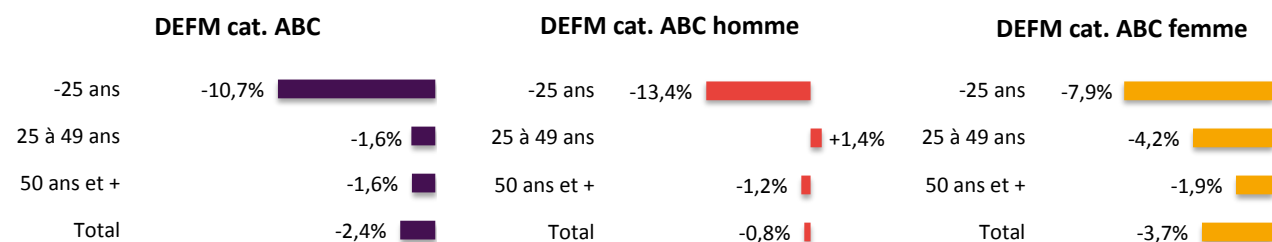


## La demande d'emploi diminue sur l'ensemble des tranches d'âge

Après avoir atteint son niveau maximum en 2013, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans se chiffre à 470 personnes (soit -60 sur un an). Les 25-49 ans retrouvent un niveau comparable à celui de juin 2014 et sont au nombre de 3 590 (soit -60 sur un an). Quant aux seniors, leur progression linéaire jusqu'alors s'inverse cette année pour diminuer de -1,6% (soit -30 sur un an) entre juin 2018 et juin 2019. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur en catégories ABC, à 1 990. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (8%) dans la demande d'emploi (11% région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

### Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et plus sont plus présents dans le bassin (17%) que dans la région (16%). Les femmes sont plus nombreuses avec 53% (52% en région). Il y a moins de bénéficiaires du RSA (13%) dans le bassin qu'en région (18%).

## Le chômage de très longue durée baisse pour la première fois depuis 10 ans

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a triplé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 1 340 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 22% de la DEFM cat. ABC. À noter que c'est la première fois en dix ans que le chômage de très longue durée s'améliore : -1,9% entre juin 2018 et juin 2019.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 1 320 à fin juin 2019, en baisse de -11,3% sur un an.

**2 580 DELD**  
(≥ 1 an)  
-1,1% sur un an

**1 340 DETLD**  
(≥ 2 ans)  
-1,9% sur un an

**1 320 DE en ICT3**  
-11,3% sur un an

### EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

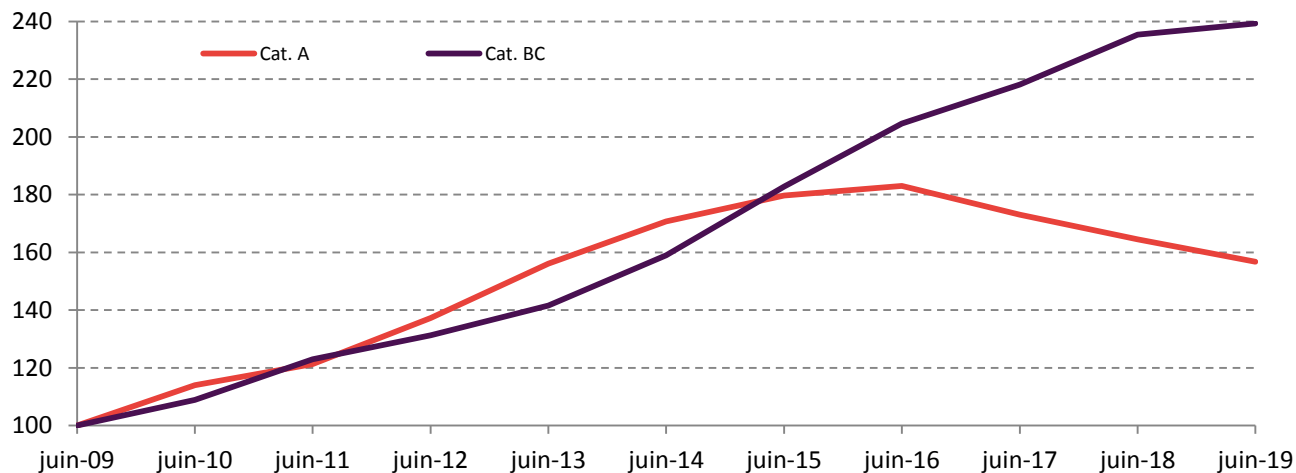


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2016, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui arrête sa progression depuis 2016 pour diminuer entre juin 2018 et juin 2019 de -4,7% [cf. Graphique 11].

Graphique 11

### Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

## Plus de 5 130 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

### Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	1 140	-2,6%	22%
Passage en C	1 660	+2,5%	32%
Passage en E	10	+0,0%	0%
AFPR / POE	30	+50,0%	1%
DPAE durable	1 270	+3,3%	25%
DPAE non durable	1 020	-2,9%	20%
<b>Total</b>	<b>5 130</b>	<b>+0,6%</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

## EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)** sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 3 010 personnes sont ciblées « PIC », soit 50% des DEFM cat. ABC [cf. **Tableau 8**], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Tableau 8

### Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	<b>52%</b>	116 870	<b>45%</b>	<b>47%</b>
Moins de 25 ans	54 640	<b>11%</b>	27 540	<b>11%</b>	<b>50%</b>
50 ans et plus	133 610	<b>28%</b>	84 400	<b>33%</b>	<b>63%</b>
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	<b>47%</b>	125 040	<b>49%</b>	<b>55%</b>
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	<b>9%</b>	30 260	<b>12%</b>	<b>68%</b>
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	<b>16%</b>	51 270	<b>20%</b>	<b>69%</b>
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>477 010</b>	<b>100%</b>	<b>257 460</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Bassin de Menton	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	3 190	<b>53%</b>	1 420	<b>47%</b>	<b>45%</b>
Moins de 25 ans	470	<b>8%</b>	220	<b>7%</b>	<b>47%</b>
50 ans et plus	1 990	<b>33%</b>	1 140	<b>38%</b>	<b>57%</b>
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 580	<b>43%</b>	1 310	<b>44%</b>	<b>51%</b>
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	420	<b>7%</b>	290	<b>10%</b>	<b>69%</b>
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	0	<b>0%</b>	0	<b>0%</b>	<b>NS*</b>
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>6 050</b>	<b>100%</b>	<b>3 010</b>	<b>100%</b>	<b>50%</b>

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

\* Non significatif

### EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

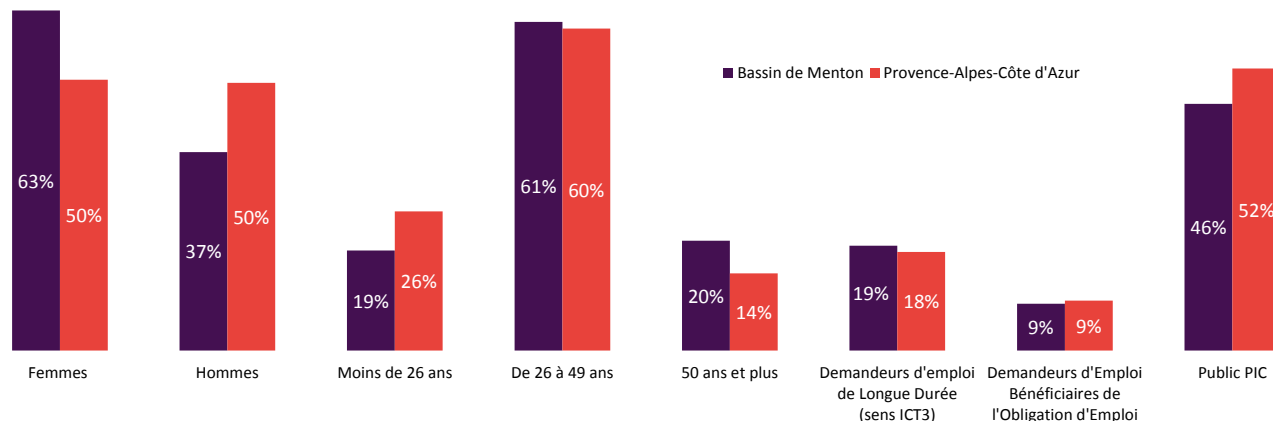


## 660 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, 660 demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 1% des entrants en formation de la région. La part de la tranche d'âge des moins de 26 ans y est moins présente qu'en région et la part de public PIC y est plus faible compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

### Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

69% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (46% contre 34% en région). Les formations du Conseil Régional suivent avec 23% des aides (20% pour la région) [cf. Graphique 13], devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 14% des aides (19% en région). Les principaux domaines de formation sont la formation générale, lettres et langues et les services aux personnes avec 27% chacun, suit l'échange et gestion avec 14%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent quatre entrées en formation sur cinq en 2018.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation

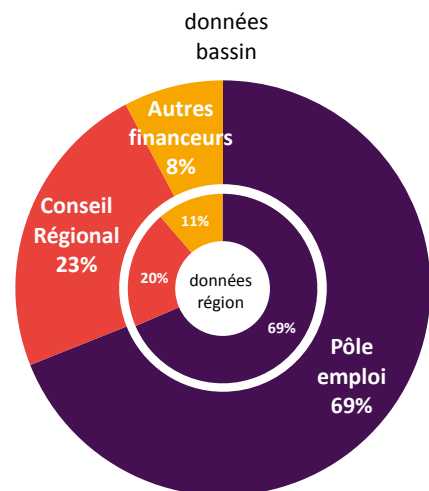


Tableau 9

### Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Formation générale, lettres et langues	180	27%
Services aux personnes	180	27%
Échange et gestion	90	14%
Information, communication	40	6%
Services à la collectivité	30	5%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>660</b>	<b>100%</b>

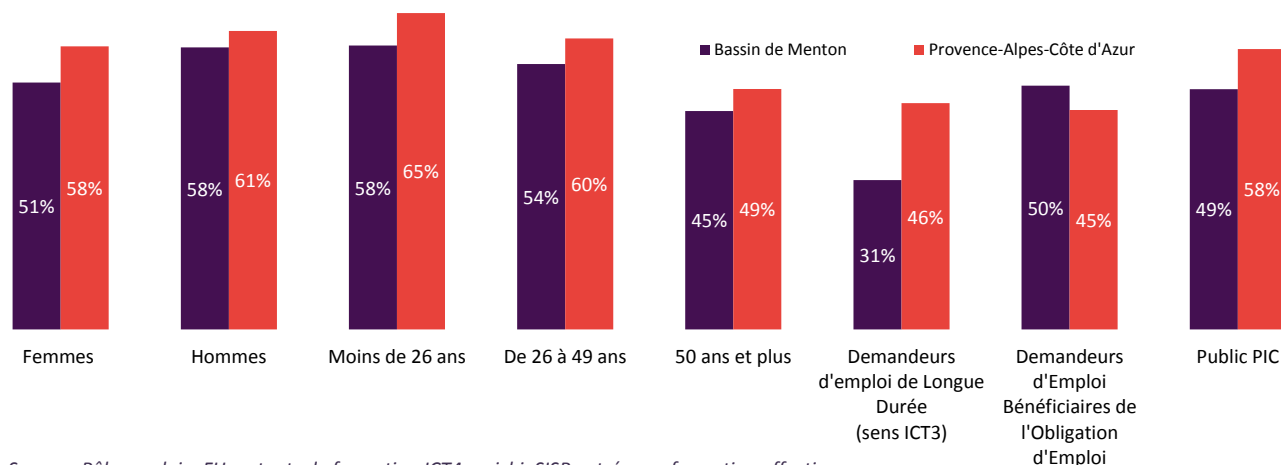
Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

## 53% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin, plus de 500 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 53% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans et la tranche d'âge intermédiaire. D'autres comme les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée - sens ICT3 sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

## Les AFPR et les POEC permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) et les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC) ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 78% et 75%, juste devant les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI) (60%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont l'échange et gestion (68%) et les services à la collectivité (62%) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2018

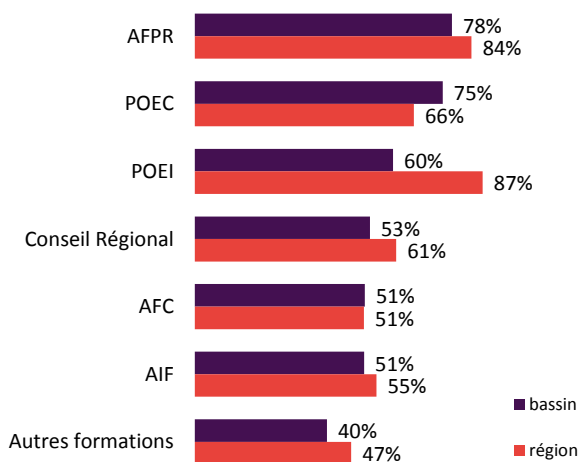


Tableau 10

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
SERVICES AUX PERSONNES	55%	150
FORMATION GENERALE, LETTRES ET LANGUES	47%	120
ECHANGE ET GESTION	68%	70

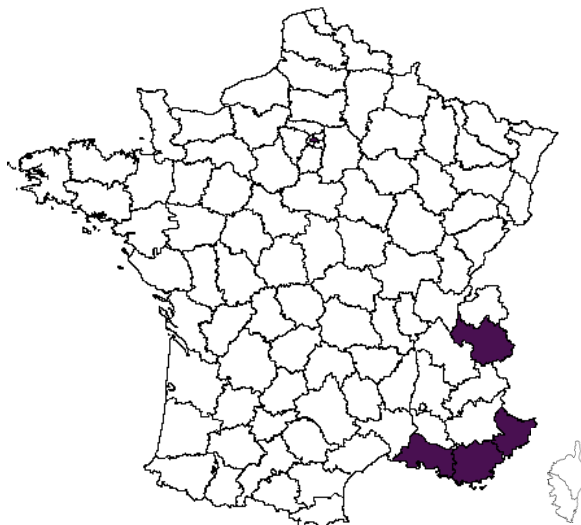
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du **T**ravail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 92% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 1%, ils se dirigent vers la métropole parisienne ou bien en Savoie [cf. **Tableau 11**].

Tableau 11

### Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



Département de travail (>1%)	
Alpes-Maritimes	88%
Var	2%
Bouches-du-Rhône	2%
Paris	1%
Savoie	1%

#### Aide à la lecture :

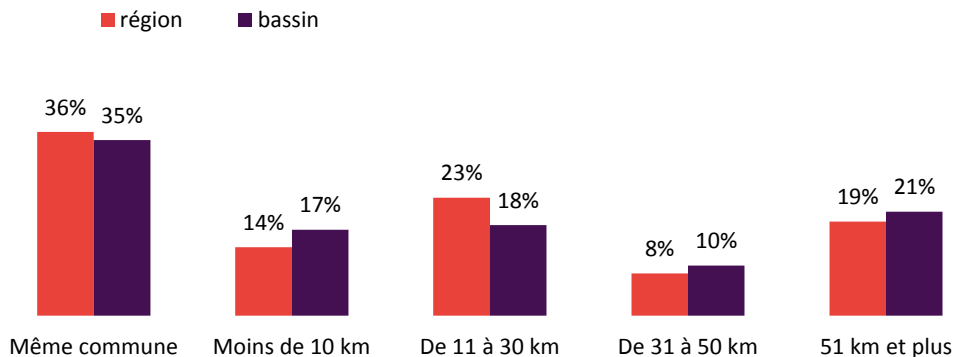
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Plus d'un sur trois (35%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors qu'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

### Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

### **En conclusion...**

Plus marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (91%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche encore plus que l'année dernière en contrat durable.

Avec un taux de chômage inférieur à de celui de la région, le marché du travail local est moins dégradé. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 13% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 92% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 21% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 660 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 53% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

# Méthodologie

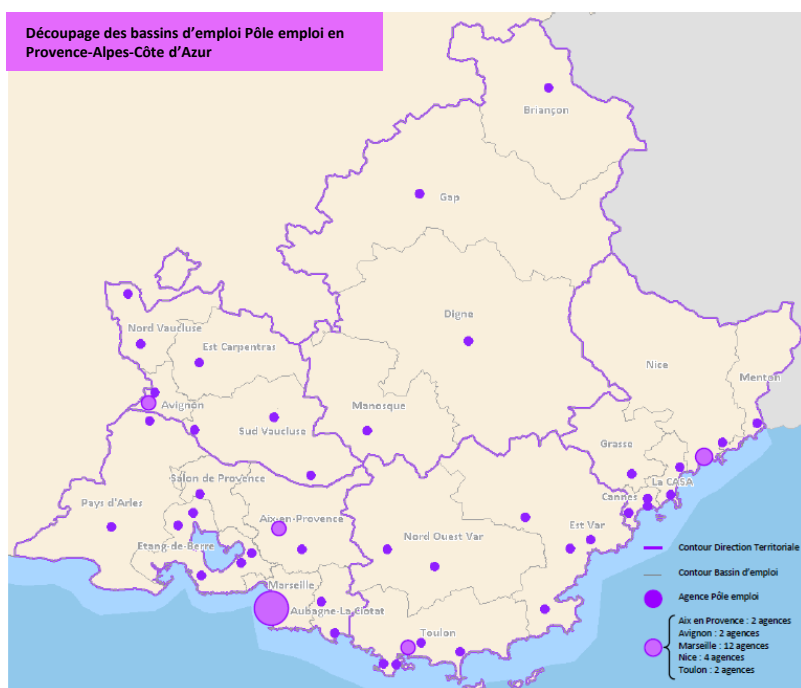
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://la_page_régionale_de_www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur  
34 rue Alfred Curtel  
13010 Marseille

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

